

Réhabilitation de locaux - INRAE COLMAR

28, route d'Herrlisheim

68000 COLMAR

MAITRE D'OUVRAGE

INRAE CENTRE GRAND EST COLMAR
28, route de Herrlisheim
68000 COLMAR

Lot n°6

CARRELAGE / FAÏENCE

ARCHITECTE :

ATELIER G5
55 rue Kléber
68800 THANN
Tél : 03 89 33 15 70
Mél : contact@atelierg5architecture.fr

BE FLUIDES :

NR THERM
rue du Pâquis
90400 SEVENANS
Mél : nrtherm@gmail.com

BE STRUCTURE :

SMART
Pôle ENR, rue Pierre et Marie Curie
68700 CERNAY
Tél : 06 24 14 76 57
Mél : m.schmitt@smart-ingenierie.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

ATELIER G5
55 rue Kléber
68800 THANN
Tél : 03 89 33 15 70
Mél : contact@atelierg5architecture.fr

CCTP

Dossier	24M14
Date	26/09/2025
Phase	DCE
Indice	A

6.1 **GENERALITES**

6.1.1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

6.1.1.1 **PREAMBULE**

Conformément à l'article R2111-9 du Code de la Commande Publique, les normes ou documents indiqués dans ce CCTP s'entendent "ou équivalent".

6.1.1.2 **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent toutes les fournitures, façons et tous transports nécessaires à la réalisation des ouvrages, définis dans le présent C.C.T.P., et relatifs à la réhabilitation de locaux au centre INRAE de COLMAR.

6.1.1.3 **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure convenu que moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base contractuelle, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participants à l'opération est réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP.

6.1.1.4 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

Connaissance des travaux :

La nomenclature des travaux du présent lot a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent document, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses prix unitaires et de signaler le cas échéant, à l'Architecte, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

6.1.1.5 **DOCUMENTS DE REFERENCE**

Tous les ouvrages décrits dans ce devis devront répondre aux exigences des textes en vigueur, notamment :

- DTU et normes en vigueur NF et EN
- Textes législatifs et réglementaires, annexes et règles de calculs applicables au présent lot
- Cahiers de prescriptions du CSTB applicable au présent lot
- Prescriptions techniques et cahier des charges des règles professionnelles applicables aux S.E.L.
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux enduits, chapes, dalles à base de liants
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux planchers chauffants
- Toutes directives, procédés, agréments, Avis technique applicables aux matériaux mise en oeuvre par le présent lot
- Eurocodes

Toutes les normes, arrêtés et règlements complémentaires en vigueur à la date de signature du présent document.

6.1.1.5.1 **Connaissance des documents contractuels**

Chaque entrepreneur est réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc... connus à la date précise du CCAP ou à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Documents réglementaires à caractères généraux :

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dont notamment les suivants :

- REEF
- Code de la construction
- Réglementation sécurité incendie
- Textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers
- Règlement sanitaire national
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'oeuvre
- Règlements municipaux et de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité etc
- Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers :

Seront applicables à l'exécution des présents marchés, les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Sur la base du plan général de coordination, l'entrepreneur devra établir un plan particulier de prévention identifiant les diverses tâches avec leur mode opératoire, les risques en fonction de ces tâches et les mesures de prévention adoptées pour assurer la protection des personnes et des biens.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du maître d'oeuvre concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont réputés compris dans le montant de son marché.

6.1.1.5.2 Contrôle des quantités

Le soumissionnaire se doit de contrôler les quantités indiquées dans le présent dossier de consultation. En cas d'écart de quantités ou d'omission de prestations, celle-ci devra être impérativement signalé à la remise de l'offre dans la colonne "quantité entreprise". Et le soumissionnaire devra remettre en annexe une offre complète comprenant l'ensemble des ouvrages chiffrés nécessaires à un parfait achèvement des travaux de son lot. En aucun cas les documents de base (CCTP et DPGF) ne doivent être modifiés.

L'entrepreneur disposant d'un dossier complet de consultation (plans d'architecte, CCTP, DPGF et d'une attestation de visite des lieux) ne pourra plus prétendre à un supplément de prix pour erreur ou omission après signature des marchés.

Le contrôle des quantités et la vérification du dossier de consultation se fera obligatoirement avant la remise des offres.

6.1.1.6 **CLASSEMENT UPEC**

Les revêtements de sols en carrelage devront être adaptés au type et à l'utilisation des locaux dans lesquels ils sont à poser, selon le classement UPEC.

Ce classement UPEC fait l'objet d'un Cahier du CSTB : notice sur le classement UPEC et classement UPEC - Cahier 2999 - Livraison 384 - novembre 1997.

Ce classement UPEC concerne les revêtements de sols intérieurs uniquement destinés à la circulation des personnes et à leur séjour dans les bâtiments :

- habitations
- administratifs
- enseignement
- commerciaux
- hôteliers
- hospitaliers

ainsi que des bâtiments analogues.

Le classement ne s'applique pas aux locaux suivants :

- locaux sportifs
- locaux industriels

Ainsi qu'aux autres locaux dans lesquels prédominent des préoccupations autres que la durabilité, ni aux locaux dans lesquels les facteurs de destruction sont autres que ceux consécutifs au trafic piétonnier et aux activités humaines courantes.

Pour chaque lettre de classement, le revêtement de sol devant être posé devra avoir un indice au moins égal à celui du local concerné.

Cette classification sera progressivement remplacée par celle de la norme européenne en vigueur.

6.1.1.7 **TRAITEMENT D'ETANCHEITE A L'AIR**

Afin de satisfaire aux exigences de la RT 2012 et de la RE 2020, des tests d'étanchéité à l'air du bâtiment seront effectués conformément aux normes en vigueur.

L'étanchéité à l'air est obtenue par la qualité optimale de tous les colmatages de réseaux et de l'ensemble des assemblages entre différents matériaux. Pour y parvenir, les techniques "traditionnelles" sont souvent inefficaces et des produits spécialisés existent sur le marché pour y remédier.

Chaque entrepreneur devra s'équiper de produits de qualité, correspondant exactement à la tâche qui lui incombe, afin de satisfaire aux exigences des tests. (Pour information, le recours à la mousse de polyuréthane est inefficace à terme et donc interdit pour l'étanchéité).

L'entreprise du présent lot devra effectuer consciencieusement le traitement d'étanchéité d'air et prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de répondre favorablement aux tests d'étanchéité à l'air.

Pour ce faire, elle devra fournir, avant le commencement des travaux, une liste de recommandations qu'elle mettra en oeuvre pour satisfaire à ces exigences.

L'entreprise titulaire du présent dossier devra tenir compte dans son offre de la préparation nécessaire à la bonne marche des tests intermédiaires, à savoir :

- le colmatage complet de toutes réservations, incorporation étanche, traitement de l'étanchéité à l'air face intérieures des menuiseries en complément de l'extérieur, ouvertures, tubages, scotch de passage ou d'assemblage, pose ballon gonflé dans les réseaux de ventilations ou autres, etc. toutes sujétions pour assurer l'étanchéité à l'air.

Dans le cas où les tests ne s'avèreraient pas concluants, des tests complémentaires seront prévus à la charge de l'entreprise défaillante.

Le résultat final ne peut être obtenu que si l'ensemble des entreprises oeuvre en ce sens et respecte les travaux des autres. La propreté du chantier doit également être irréprochable pour y parvenir.

6.1.1.8 **CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'Entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- le terrain et ses sujétions propres
- les contraintes relatives aux propriétés voisines
- les contraintes liées à l'activité du site
- les modalités d'accès par la voirie
- les possibilités et difficultés de circulation de stationnement
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- l'enquête préalable concessionnaire et services de sécurité
- l'arrêt du permis de construire
- l'isolement acoustique prescrit en zone de bruit

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

6.1.1.9 **CONNAISSANCE DES PLANS**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

Pour l'exécution des travaux aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en oeuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

6.1.2 CONTENU DU MARCHÉ

6.1.2.1 ETENDUE DES TRAVAUX

Les travaux du présent lot comprennent :

- à partir des renseignements donnés dans le présent C.C.T.P., l'établissement des calculs, plans PAC
- la fourniture des matériaux entrant dans la composition des ouvrages,
- la mise en œuvre de ces matériaux,
- le transport et l'amenée à pied d'œuvre, y compris chargement, déchargement et toutes manutentions,
- l'établissement des zones d'intervention, y compris clôtures provisoires et protections,
- la fourniture, la pose et la dépose des engins de levage, échafaudages et de l'outillage nécessaires à la mise en œuvre,
- l'enlèvement des gravats, déchets et emballages consécutifs aux travaux du présent lot.

En outre, sont dues par l'Entrepreneur, sans que cette liste soit limitative, les dispositions suivantes, avant, en cours, et après exécution des travaux

- toutes sujétions d'échafaudage et plate-forme permettant l'accès nécessaire à l'installation des ouvrages, ainsi que la sécurité des lieux d'installation de chantier.
- les réparations des dommages éventuels causés aux installations enfouies dans le sol, ou encourus par celles qui n'auraient pu être décelées avant le commencement des travaux ou qui auraient été décelées avec une précision insuffisante.

L'Entrepreneur est chargé d'assurer la réalisation complète des ouvrages du présent lot, et ses prestations comprennent les travaux accessoires nécessaires découlant des études détaillées, même si ces travaux ne figurent pas sur les plans et documents du marché.

6.1.2.2 PROTECTION DES OUVRAGES ET LEURS ABORDS

Les ouvrages existants ou en cours de construction devront être protégées contre les ébranlements dus aux chocs, dépôt de matériaux, circulation d'engins, etc...

Les frais entraînés à la suite de dégradations résultant de mesures de protection insuffisantes seront à la charge de l'entrepreneur défaillant et ne seront en aucun cas imputés au compte prorata.

6.1.2.3 VERIFICATION DES COTES

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

6.1.2.4 CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

Le quantitatif est fourni par le concepteur afin de permettre la juste comparaison des offres des entreprises sur un même canevas.

Cependant, il appartient aux entreprises d'en vérifier le bien-fondé et de signaler les éventuelles erreurs ou omissions faute de quoi, elles seraient censées accepter ce quantitatif dans son intégralité.

Les éventuelles réclamations seront étudiées par le concepteur et la suite donnée sera portée à la connaissance de tous les concurrents, avant la remise des offres, après quoi aucune réclamation ne sera recevable.

L'entreprise intervenante déclare avoir visité les lieux avant remise de l'offre, pour tenir compte, éventuellement, des difficultés de réalisation.

6.1.2.5 RECEPTION DU CHANTIER AVANT TRAVAUX

Le fait de commencer les travaux suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription en P.V. à l'Architecte ou au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

6.1.3 GESTION DE LA QUALITE

L'entrepreneur pouvant justifier au sein de ses établissements de l'existence d'une organisation permanente de la Qualité conforme à la norme ISO 9001 et au fascicule 65A (chapitre II) est rendu autonome en matière de Qualité, il doit toutefois pourvoir justifier à tout moment et sur simple demande du Maître d'œuvre ou de l'un de ses représentants, de la réalité de la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité établi pour l'exécution du Marché et approuvé préalablement à sa mise en vigueur.

Ce plan d'assurance qualité, conforme à l'article 35 du fascicule 65A, soumis au Maître d'œuvre pendant la période de préparation contient notamment :

- l'organigramme détaillé et nominatif du chantier,
- l'organisation du contrôle interne,
- la description des méthodes de mise en œuvre et des matériaux et matériels utilisés,
- la description des contrôles et de l'organisation de ceux-ci,
- les points critiques et les points d'arrêt.

6.1.4 GESTION DES DECHETS

6.1.4.1 Directement par l'entreprise

Si l'entreprise décide de trier elle-même ses déchets, elle devra obligatoirement suivre le processus suivant :

Elle doit éviter de mélanger les déchets suivants :

- déchets inertes
- déchets ménagers et assimilés
- déchets industriels spéciaux
- déchets d'emballage

Elle doit trouver les voies d'élimination spécifiques à chaque catégorie de déchets :

Déchets inertes

- Dirigés vers des installations de recyclage ou de stockage de classe 3

Déchets ménagers et assimilés

- Pour les matériaux recyclables, vers des installations de recyclage.
- Pour les matériaux incinérables, dirigés vers des incinérateurs agréés.
- Pour les matériaux non recyclables ou non incinérables, dirigés vers des installations de stockage de classe 2

Déchets industriels spéciaux

- Doivent être emballés et étiquetés, et confiés à des éliminateurs agréés, accompagnés d'un bordereau administratif de suivi
- Dirigés vers des installations de stockage classe 1

Déchets d'emballage

- Doivent être valorisés soit par réemploi, soit par incinération avec récupération d'énergie, soit par recyclage

Deux emplacements pour des bennes seront mis à disposition des entreprises.

En revanche, il est absolument interdit d'utiliser les bennes INRAE.

6.1.4.2 Par éliminateur agréé

Si l'entreprise décide de ne pas trier elle-même ses propres déchets, elle devra obligatoirement les confier à un éliminateur agréé qui effectuera le tri ou la valorisation ou les orientera vers des installations de stockage correspondant à la nature des déchets (classe 1/2/3).

Une benne compartimentée est déposée sur le chantier où les déchets sont déposés en prenant soin de ne pas y déposer de déchets industriels spéciaux (DIS) car le tri en serait affecté, voir impossible.

6.1.5 COORDINATION ET LIMITES DES PRESTATIONS

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état et notamment ceux de plomberie et d'électricité.

Il devra gratuitement toutes les réservations, incorporations et feuillures de toutes dimensions demandées par les autres corps d'état.

L'entrepreneur du présent lot devra les tracés d'implantation et de niveau nécessaires aux autres corps d'état.

Il a la charge, en qualité d'entrepreneur principal, des nettoyages périodiques et des enlèvements de gravois, dont les frais préfigureront (pour ce qui ne le concerne pas) au compte prorata.

S'il y avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie ou faite par l'entrepreneur de ce lot. Toutes ces sujétions étant incluses dans ses prix et délais d'exécution.

6.1.5.1 FONT PARTIE DES PRESTATIONS DU PRESENT LOT

- le constat de l'état du support et du trait de niveau permettant de déterminer les arases du sol fini
- la réception des supports
- les études, plans d'appareillage et calepinage éventuellement nécessaire
- les chapes de ragréage
- la fourniture et la pose des revêtements prévus , y compris tous accessoires et travaux annexes éventuels (joints d'étanchéité, tablettes et murettes de baignoires, massifs de receveurs de douches, etc ...)
- les dispositifs d'interdiction des locaux pendant la durée des travaux et pendant le délai de protection
- le nettoyage des revêtements après pose
- la protection des revêtements contre les chocs et les salissures
- les raccords des revêtements en attente d'exécution d'ouvrages d'autres corps d'état
- l'enlèvement de tous déchets, débris et emballages résultant des travaux du présent lot y compris les couches de protection

6.1.6 EXECUTION DES TRAVAUX

6.1.6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.6.1.1 Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence des supports à réaliser.

Pour les revêtements en carrelage collé, le présent lot aura toujours à exécuter, avant toute pose du revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage au sol et un enduit de ragréage sur murs.

Le choix du type de produit à employer pour l'enduit de lissage de sol sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au CPT des enduits de lissage de sols intérieurs.

L'entrepreneur devra toujours mettre en oeuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

6.1.6.1.2 Réception des supports

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir ses ouvrages.

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU et aux règles professionnelles.

Cette réception sera faite en présence du maître d'oeuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot. En l'absence de réserves formulées lors de la réception des supports, ceux-ci seront considérés comme réceptionnés par l'entreprise du présent lot.

Supports non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'oeuvre ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'oeuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.

Le maître d'oeuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

6.1.6.1.3 Sécurité générale

L'entrepreneur procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes, les projections et la poussière

- signalisation des sorties de chantier,
- établissement, en accord avec le maître d'oeuvre, d'itinéraires spécifiques pour la desserte de chantier,
- établissement de clôtures provisoires délimitant les zones de travaux,
- mise en place de passerelles ou de déviations provisoires lors des opérations de raccordements des réseaux.

6.1.6.1.4 Nettoyage des voies publiques

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage de la voie publique sur une distance de 200 m de part et d'autre de chacune des sorties de chantier.

6.1.6.1.5 Dispositions de coordination avec les autres entreprises et intervenants

Les échafaudages devront satisfaire l'ensemble des normes de sécurité concernant :

- les ouvriers travaillant sur les échafaudages
- la protection des biens et des personnes avoisinant le chantier

L'entrepreneur effectuera les démarches, demande et autorisation nécessaire pour mise en place sur voiries publiques et privées. Les retouches, raccords sur ouvrages finis dégradés (imputées au responsable si celui-ci est connu, au compte prorata le cas contraire)

Afin que le maître d'oeuvre puisse coordonner la circulation des autres intervenants, l'entrepreneur l'informerait des délais de mise en service.

6.1.6.2 **NATURE, PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX**

6.1.6.2.1 Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en oeuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot, devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO. Ils devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Matériaux et produits dits " non traditionnels ", non prévus dans les DTU et ne faisant l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un " Avis Technique " ou d'un " Agrément technique européen "
- être admis à la marque " NF "
- être titulaire d'une " Certification " ou d'un " Label ".

Matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'entrepreneur
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite " procédure ATEX "

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au Bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en oeuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits " tout prêts " du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

Tolérances sur le revêtement carrelage fini

Les tolérances admissibles sur les revêtements finis, concernant :

- planéité
- horizontalité ou verticalité
- niveau
- alignement des joints

Dans le cas où les tolérances admissibles sur un revêtement fini seraient dépassées, le maître d'oeuvre sera en droit d'exiger la démolition et la réfection du revêtement en matériaux neufs, aux frais de l'entrepreneur.

Aspect final des revêtements carrelage

Les revêtements finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniforme et régulier.

Tous les revêtements accusant des défauts tels que tolérances supérieures aux tolérances admises, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

En tout état de cause, l'aspect fini des revêtements carrelage devra strictement répondre aux prescriptions des DTU en vigueur

Les revêtements collés devront répondre aux mêmes prescriptions.

6.1.6.2.2 Liants hydrauliques - Sables et agrégats

Ces matériaux devront répondre aux spécifications des normes françaises dont ils font l'objet, en particulier

- P 15 301 à 15 462 : liants hydrauliques
- P 18.301 : granulats lourds pour béton de construction.
- P 18.304 : granulométrie des agrégats.
- P 18.303 : eau de gâchage
- P 18.305 : béton prêt à l'emploi.

6.1.6.2.3 Carrelage

Les carrelages utilisés devront répondre aux spécifications des normes françaises et européennes dont ils font l'objet.

Dans le cas de matériaux non normalisés, les dimensions nominales devront correspondre aux dimensions usuelles.

Dans tous les cas, les matériaux livrés sur chantier auront été calibrés en usine. En conséquence, les tolérances de classement sont les différences maxima pouvant exister entre le calibrage indiqué par le fabricant et la pige effective constatée sur le chantier.

6.1.6.2.4 Colles

Les colles utilisées doivent être celles prévues dans les avis techniques des revêtements de sols, ou doivent avoir reçu l'agrément du fabricant de revêtement.

En outre, pour les revêtements textiles, la nature de la colle doit être celle qui est indiquée dans la fiche d'homologation I.T.R.

6.1.6.2.5 Produits de ragréages

Les enduits de ragréage doivent bénéficier d'un avis technique favorable ou de justifications équivalentes.

6.1.6.2.6 Echantillons

Avant toute mise en oeuvre, l'entrepreneur devra soumettre au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage, pour approbation des matériaux et choix des coloris, tous les échantillons qui lui seront demandés.

6.1.6.3 **EXECUTION DES TRAVAUX**

Il sera dû toutes les sujétions d'exécution, notamment :

- découpes à la demande de la disposition des lieux et pour passage des canalisations,
- protections par tous moyens à la convenance de l'entreprise, qui vérifiera en particulier que les autres corps d'état qui risqueraient de tâcher ou de détériorer ses revêtements, utilisent bien les protections spéciales nécessaires,
- s'assurer que tous les locaux, les supports, y compris raccords, sont parfaitement secs au moment de la pose et que les locaux dans lesquels il doit intervenir sont vitrés,
- la jonction de revêtement de sols différents ou de teintes différentes sera effectuée à mi-feuillure des portes.

6.1.6.3.1 Spécifications particulières

Enduits de lissage pour recevoir carrelages de sol collés

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part.

Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique précisant son classement P1 - P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Matériaux isolants

Les matériaux isolants à mettre en oeuvre entre le support et le revêtement de sol carrelage devront être certifiés ACERMI et faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un PV d'essais.

Ils seront soit en rouleaux, soit en éléments rigides ou semi-rigides.

Ces isolants devront être de classe de compressibilité I - II ou III, cette classe de compressibilité définissant le mode de pose du sol carrelage ou inversement.

Couche de désolidarisation

Cette couche pourra être selon le cas :

- un film plastique de 150 microns épaisseur minimale
- un lit de sable fin de 10 mm épaisseur
- un feutre bitumé type 36 S.

Colles et mortiers colles pour carrelages collés

Dans l'attente de la publication de la norme européenne en vigueur - Colles à carrelages - Définitions et spécifications, les différents types de colles pour carrelages sont définis actuellement par un guide de l'UEATC.

Ce guide répartit les produits de collage en 6 familles qui peuvent être sous divisées en 11 types.

Ces 6 familles sont les suivantes : (Famille application degré de résistance à l'humidité)

Colles à durcissement hydraulique :

- simple encollage : murs intérieurs, sols intérieurs et extérieurs
- double encollage : murs extérieurs

Colle à durcissement hydraulique avec ajout d'un liant organique

- murs intérieurs et extérieurs, sols intérieurs et extérieurs

Colle spéciale pour sol à durcissement hydraulique

- sols intérieurs et extérieurs en couche épaisse

Colle en phase solution, en dispersion aqueuse

- pour le moment considérée comme uniquement adaptée à la pose sur murs intérieurs

Ciment colle en milieu caséine

- pour le moment considérée comme uniquement adaptée à la pose sur murs intérieurs

Systèmes à 2 composants en phase réactive
- murs intérieurs et extérieurs sols intérieurs et extérieurs.

Les colles à utiliser devront obligatoirement être choisies dans l'une des familles ci-dessus, en fonction des données du chantier :

- pose sur murs ou en sol
- à l'intérieur ou à l'extérieur
- nature du support
- dimensions et poids des carreaux
- exposition à l'eau ruisselante
- et d'autres particularités rencontrées, le cas échéant.

Les colles utilisées devront dans tous les cas répondre aux normes les concernant, citées ci-avant et faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément technique européen.

Le choix de la colle à utiliser pour chaque type de revêtement de sol ou de mur sera effectué par l'entrepreneur dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol ou de mur.

Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Dans les cas particuliers ou aucun type d'adhésif n'est préconisé par le fabricant du revêtement de sol, il incombera à l'entrepreneur de définir l'adhésif à utiliser, selon les critères suivants :

- qualité d'accrochage sur le support
- qualité d'accrochage sur le matériau à coller
- compatibilités physique et chimique avec les supports et les matériaux
- temps ouvert
- temps d'ajustabilité
- vitesse de prise
- quantités à utiliser
- spatules et appareils nécessaires
- qualité des colles : en milieu solvant, aqueuses, inflammables.

Matériaux pour mortier de pose des carrelages scellés

Matériaux pour mortier de pose des carrelages scellés

Les sables et liants hydrauliques pour mortier de pose, ainsi que les adjuvants éventuels autorisés devront être conformes aux prescriptions du DTU 26.1 - art. 5.5 et répondre aux normes qui y sont mentionnées.

Matériaux pour jointoiement

Les coulis à base de liants hydrauliques seront réalisés avec des sables et liants, les sables étant de granulométrie différente en fonction de la largeur des joints, conformément aux spécifications du DTU en vigueur

Les produits de jointoiement " tout prêts " du commerce devront être adaptés à la largeur des joints, au support soumis à déformation ou non, à la durée de prise souhaitée, à l'emploi extérieur ou intérieur, coloré ou non, etc.

Le choix du produit incombera à l'entrepreneur en fonction des critères ci-dessus.

Matériaux pour joints spéciaux

* Joints antiacide

En fonction des résultats de tenue exigés, des températures très élevées du local, des facilités de nettoyage, etc., l'entrepreneur proposera le produit adapté.

Ce produit pourra être :

- produit à base de résine époxydique émulsionnable à l'eau
- produit sans résine époxy à base minérale.

* Joints entre carrelage et appareils sanitaires.

Ces joints seront à base de mastic silicone fongicide.

* Joints de fractionnement et joints périphériques.

Les produits de garnissage de ces joints seront des mastics souples, imputrescibles, à polymérisation rapide.

Carreaux et dalles céramiques

Toutes les caractéristiques des carreaux et dalles céramiques :

- taux d'absorption d'eau
- caractéristiques dimensionnelles et aspect de surface
- résistance à la flexion
- dureté superficielle
- résistance à l'abrasion
- dilatation thermique
- résistance aux chocs thermiques
- résistance au tressillage
- résistance chimique
- résistance au gel

devront strictement répondre aux normes qui les concernent.

Ces matériaux devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent CCTP, et être d'un classement UPEC correspondant au classement du local à revêtir.

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'oeuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Étanchéité par produits hydrocarbonés

Les matériaux à employer ainsi que leurs règles de mise en oeuvre, et les travaux accessoires devront répondre aux prescriptions de l'Annexe A du DTU 52.1.

Étanchéité par systèmes autres que produits hydrocarbonés

Les systèmes d'étanchéité sous carrelage élaborés par différents fabricants pourront être de différents types, dont notamment :

- système par mortier genre Sikatop 121 de la Sté Sika ou équivalent, particulièrement adapté à l'étanchéité sur supports béton
- système liquide à 2 couches genre Trilatex de la Sté Trixa ou équivalent, applicable sur tous types de supports
- système par sous-couche en natte genre Schluter-Kerdi de la Sté Schluter ou équivalent, constitué par une natte en polyéthylène souple revêtue en non tissé sur les 2 faces, à joints recouverts de rubans Kerdi-Band ou équivalent.

Tous les systèmes et procédés devront être titulaires d'un " Avis Technique ", ou d'un " Agrément technique européen ", ou avoir fait l'objet d'un Cahier des charges visé par un organisme compétent.

La mise en oeuvre de ces systèmes devra être strictement conforme aux prescriptions du fabricant.

Les produits adhésifs utilisés pour la pose du carrelage devront être ceux préconisés par le fabricant ou à défaut être compatibles.

6.1.6.3.2 Règles d'exécution des carrelages

Implantations

L'implantation du revêtement carrelage devra dans chaque pièce être rigoureusement effectuée, notamment par :

- la direction des lignes de joints
 - la symétrie des lignes par rapport aux références
- et la symétrie des motifs, le cas échéant.

La disposition et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de carreaux, les coupes inévitables devront toujours être exécutées sous les plinthes ou en rive des locaux.

Pour tous les carrelages faisant l'objet d'un Avis Technique, la mise en oeuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de cet Avis Technique.

Revêtements de sols en carrelage collé

Exécution d'un enduit de lissage de type P1, P2 ou P3 en fonction du classement UPEC du local.

Pose du carrelage par collage à la colle ou au mortier-colle. Le choix du type de colle ou de mortier-colle incombera à l'entrepreneur, dans les conditions précisées ci-avant au chapitre " Nature et qualité des matériaux ".

Les carrelages de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le cas. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois, que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue pas par les joints. En tout état de cause, la mise en oeuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en oeuvre de l'Avis Technique ou à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera appliqué un primaire avant collage du revêtement carrelage.

Revêtements muraux en carrelage collé

Exécution d'un enduit de ragréage ou d'un enduit de peintre selon l'état du support pour obtenir une surface apte à recevoir le revêtement collé.

Pose du carrelage par collage à la colle ou au ciment-colle. Le choix du type de colle ou de mortier-colle et prescriptions de mise en oeuvre, comme spécifié ci-dessus pour les carrelages de sol.

Sur supports bruts, l'entrepreneur pourra réaliser un enduit au mortier et procéder à une pose collée sur cet enduit.

Revêtements de sols en carrelage scellé

Les carrelages seront posés sur un lit de mortier d'une épaisseur minimale de 20 mm.

Les carreaux seront scellés par ce mortier de pose.

Les carrelages de sol scellés devront être mis en oeuvre d'une manière conforme aux prescriptions du DTU 52.1, chapitres 4 - 5 - 6 et 7.

Selon le cas, la pose se fera " en adhérence " ou " désolidarisée " :

- pose en adhérence : le support peut être constitué d'un dallage, d'une dalle en béton armé ou d'un plancher à poutrelles et entrevous rejointoyé transversalement. Il ne doit pas être récent (plus d'un mois pour le dallage, plus de six mois pour le plancher en béton armé)
- pose désolidarisée : elle est possible avec des supports récents. La couche de désolidarisation est constituée soit d'une feuille de polyéthylène de 150 microns, soit d'un feutre de type 36 S, soit d'un lit de sable de 1 cm.

Revêtements muraux en carrelage scellé

Sur des supports bruts, les revêtements muraux pourront au choix de l'entrepreneur et après approbation du maître d'oeuvre, être réalisés :

- soit en pose scellée
- soit en pose collée après exécution d'un enduit au mortier à la charge du présent lot.

Les revêtements muraux en carrelage scellé devront être mis en oeuvre en conformité avec les prescriptions du DTU 55, chapitre III.

Exécution des joints de carrelage

La pose à joints nuls est interdite pour sols et revêtements muraux.

Largeur des joints entre carreaux

Les largeurs de joints se désignent comme suit :

- joints réduits : inférieurs à 2 mm
- joints larges : de 2 à 10 mm
- joints très larges pour plus de 10 mm.

Outre l'aspect décoratif, les largeurs de joint ont une influence sur la bonne tenue du carrelage à l'égard des variations dimensionnelles :

- les terres cuites et les grès étirés seront posés à joints de 6 à 15 mm
- pour les autres grès-cérames posés en intérieur, les joints seront de 2 à 3 mm pour des carreaux de 5 x 5 cm et de 10 x 10 cm ; des joints de 3 à 5 mm pour des carreaux de 10 x 20 cm et de 20 x 20 cm ; des joints de 5 à 10 mm ou plus pour des dimensions de 30 x 30 cm et plus.

Jointoiements

Pour les carrelages soumis à des sollicitations courantes, les joints pourront être traités selon leur largeur avec un coulis, une barbotine ou un mortier de sablon.

Composition et dosage selon prescriptions du DTU 52.1 - art. 5.6 .

Ils pourront également être réalisés à l'aide de produits " tout prêts " spécifiques pour cet usage, à proposer par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'oeuvre.

Pour les revêtements carrelage soumis à des sollicitations particulières chimiques ou mécaniques, l'entrepreneur devra proposer à l'approbation du maître d'oeuvre, des produits spécifiques (hautes résistances mécaniques, imperméabilité, résistance aux acides, etc.) adaptés, mis au point par les fabricants.

Dans le cas de jointoiement réalisé avec des produits colorés, notamment si les carreaux à poser ne sont pas émaillés, il y a lieu, au

préalable, de faire un essai pour vérifier si le matériau de jointoiement ne salit pas les carreaux de façon persistante et indélébile.
Dans tous les cas, les largeurs de joints et la nature des joints devront être définies avant tout début de travaux par l'entrepreneur qui fera des propositions à l'approbation du maître d'oeuvre.

Calepinage

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le maître d'oeuvre.

En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au maître d'oeuvre.

Une mise au point sera alors effectuée par le maître d'oeuvre en accord avec l'entrepreneur. L'exécution devra être réalisée avec la plus grande exactitude.

Dans le cas de carreaux coupés en diagonale et assemblés à 2 couleurs pour ne plus former un seul carreau, le raccord devra être parfait.

Les coupes courantes devront être réalisées à la carrelotte, les autres à l'aide de scie à eau équipée d'un disque diamant.

Niveau des sols finis

Les différents revêtements de sols (carrelages, sols minces, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de carrelages au droit des scellements, passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

Dans le cas de raccords à réaliser par suite de retard d'exécution d'un corps d'état, les raccords seront effectués par le présent lot aux frais du corps d'état responsable.

Arrêts de sols carrelage scellé

Au droit des seuils et autres emplacements où le sol carrelage scellé sera contigu à un autre type de sol, l'entrepreneur de carrelage aura à fournir et à poser un arrêt métallique constitué par un fer cornière de dimension approprié.

Rives libres des revêtements muraux

À tous les angles saillants, et sur toutes les rives libres des revêtements verticaux, il sera fait emploi de carreaux spéciaux à bord arrondi ou à rive émaillée. Même observation en ce qui concerne les angles saillants des plinthes.

Dans le cas où des carreaux à rive arrondie ou émaillée ne seraient pas disponibles chez le fabricant, l'entrepreneur devra fournir et poser des baguettes quart de rond en PVC, d'épaisseur et de teinte adaptées.

Entailles - découpes - etc.

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries, robinets ou autres, devront être très soigneusement ajustées, tout carreau comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

Joints entre carrelage mural et appareils sanitaires

Au droit des appareils sanitaires, le revêtement vertical en carrelage devra réaliser l'étanchéité absolue entre l'appareil sanitaire et la paroi, et à cet effet, le joint entre l'appareil et le 1er rang de carrelage devra être un joint souple en produit pâteux genre " Thiokol " ou équivalent, la façon de ce joint étant à la charge du présent lot, y compris la fourniture du produit.

Joints de dilatation

Dans le cas où des revêtements carrelage seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de l'exécution des revêtements.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'oeuvre, avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints dans les revêtements de sols devront être étanches aux eaux de lavage.

Couvre-joints de seuils et autres

Dans le cas où le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose de couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes, ceux-ci seront soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ils seront fixés par vis à tête fraisée, ces disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

6.1.6.4 TOLERANCES

Les surfaces de revêtements devront être parfaitement planes.

Une règle rectiligne de 2 mm ne devra pas accuser de flèche supérieure à :

- 3 mm pour les revêtements de sols carrelés,
- 2 mm pour les revêtements muraux

6.1.7 DOCUMENTS DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Il appartiendra à l'entreprise de fournir les éléments nécessaires à la maîtrise d'oeuvre dans les délais impartis pour la phase AOR.

Les plans d'atelier et de fabrication, les dossier technique et de recollement resteront à la charge de l'entreprise.

Il lui appartient de prendre en compte les études à réaliser et de les intégrer au DPGF

Les marques et références des produits proposés devront être obligatoirement précisées par l'entreprise, dans le cas contraire, l'offre sera considérée incomplète.

Les DOE sont à fournir 1 mois avant la réception des travaux.

Ils comprennent :

2 exemplaires papiers + 1 clé USB comportant les fiches et plans en PDF et DWG.

6.2 **BATIMENT PRINCIPAL**

6.2.1 **CARRELAGE**

6.2.1.1 **Étanchéité sous douche de sécurité**

Exécution d'une étanchéité au Domoflex ou similaire, au droit des douches de sécurité avant l'exécution du carrelage, y compris relevé d'étanchéité au droit du pied de douche, compris reprise d'étanchéité sur la platine du siphon de sol et toutes sujétions.

Localisation : Sanitaires Hommes et Femmes rez-de-chaussée + SAS sanitaires étage

6.2.1.2 **Grès cérame pose collé**

Fourniture et pose par collage de carrelage en grès cérame, classement U3 P3 E3 C2, référence au choix du maître d'ouvrage, dans la gamme du fabricant :

- Format : 60/60 cm
- ragréage classé P3 à raison de 5 kgs/m²,
- plus-value pour imperméabilisation des sols avant pose du carrelage,
- grattage, élimination des parties non adhérentes, dépoussiérage à l'aspirateur,
- joints périphériques libres sous les plinthes,
- pose en double encollage
- le traitement hydrofugeant et le nettoyage avant la mise en service,
- y compris les coupes, chutes, joints, jointoyage et toutes sujétions.

Localisation : Sanitaires H/F + WC PMR + local ménage REZ DE CHAUSSEE + WC PMR + WC étage

6.2.1.3 **Plinthes en carrelage grès cérame pose droite**

Fourniture et pose par collage de plinthes droites en carrelage grès cérame assortie au carrelage de sol ci-dessus, teinte au choix du maître d'ouvrage, hauteur 8 cm, y compris les coupes, ajustements, jointoyage et toutes sujétions.

6.2.1.4 **Cornières d'arrêt**

Mise en place de cornières en laiton au droit des changements de revêtements de sol existant, y compris les coupes, chutes et toutes sujétions.

Localisation : Sanitaires H/F, WC PMR, sanitaires étage, local ménage

6.2.2 **FAÏENCE**

6.2.2.1 **Étanchéité murale**

Exécution d'une étanchéité au Domoflex ou similaire, sur les murs ou cloisons en plâtre au droit des douches de sécurité avant l'exécution du carrelage, et toutes sujétions.

Localisation : Sanitaires Hommes et Femmes rez-de-chaussée + SAS sanitaires étage

6.2.2.2 **Faïence murale**

Fourniture et pose de faïence murale de 1er choix

- couleurs au choix dans la gamme du fabricant
- section 20/40 cm ou 30/60 cm
- compris baguettes INOX pour angles saillants et chants apparents avec une finition par baguettes.
- réception des supports
- nettoyage des supports
- Pose droite au choix de l'architecte
- compris les coupes, chutes, ajustements, jointoyage,
- joints réguliers, moulinage des joints au mortier teinté à la demande
- tranchis droits ou biais, percements, rebordements, raccords de finition
- joints souples, étanches et imputrescibles entre les carreaux et les appareils sanitaires, contre carrelage de sol ou autre support
- tous les joints dans les angles rentrants seront traités au mastic , 1ère catégorie, label SNJF,
- toutes sujétions d'exécution et de finition.
- toutes les dispositions sont à prendre pour protéger d'une façon efficace les appareils sanitaires en place durant la pose du carrelage
- les frais de réparation et de remplacement des appareils endommagés durant la pose du carrelage seront à la charge entière du carreleur
- joint souple au droit des changements de support,
- nettoyage après pose,
- raccords après passage des autres corps d'état,
- nettoyage de finition avant réception.

Localisation : Rez de chaussée

- hauteur 60 cm crédence local ménage

- toute hauteur dans les sanitaires au droit des lavabos et douches de sécurité + WC PMR

- sur toute la surface des bâti support

Étage

- hauteur 60 cm crédence kitchenette

- toute hauteur dans les WC PMR + WC + au droit de la douche de sécurité

6.2.3 **DIVERS**

6.2.3.1 **Pose seul de siphons de sol**

Pose seule de siphons de sol fournis par le lot installations sanitaires, compris scellement et raccordement au réseau par tube PVC de diamètre 60 à 80 mm.

Localisation : *Sanitaires rdch et étage*

6.3 **Signatures**

A _____, le _____ (*) L'Entrepreneur

* Mettre lieu, date et signature précédée de la mention manuscrite " lu et approuvé" et cachet de l'entreprise